

Un économiste éminent : Albert Aftalion

Description

Les images et documents d'archives en lien avec cet article sont exposés dans la galerie [Cinq professeurs victimes](#)

[Télécharger](#)

Né à Ruse, en Bulgarie, le 21 octobre 1874, Albert Aftalion arrive en France avec sa famille en 1886. Il entame aussitôt des études au lycée de Nancy, où ses parents se sont installés, et y obtient son baccalauréat en 1892. Poursuivant son cursus à la faculté de droit de la ville, dont il est cinq fois lauréat, il décroche sa licence en 1895, puis soutient successivement deux thèses de doctorat devant la faculté de droit de Paris : la première (sciences juridiques), en mai 1898, intitulée *Les lois relatives à l'épargne de la femme mariée. Leur importance pratique pour la protection de l'épouse dans les classes laborieuses* (pour laquelle il obtient en 1897 le prix Rossi, et qui est publié deux ans plus tard aux Éditions Pedone sous le titre *La femme mariée, ses droits et ses intérêts pécuniaires*), et la seconde (sciences économiques), en juin 1899, consacrée à *L'œuvre économique de Simonde de Sismondi*.

Chargé de conférences à la faculté de droit de Lille à compter de novembre 1898, Albert Aftalion commence véritablement sa carrière à la rentrée d'octobre 1900, lorsqu'il devient chargé du cours d'économie politique. Certes, il ne réside pas encore en permanence dans la capitale du Nord, et se fait même à « très facilement remplacer aux examens » au grand dam du recteur de l'université, mais c'est l'époque où il prépare à Paris son agrégation de droit. Après un échec au concours organisé en 1900, il est reçu à l'agrégation de sciences économiques l'année suivante, au 4^e rang (sur 4) ; un succès emporté de haute lutte sur Auguste Dubois, docteur en droit de huit ans son aîné qui est en charge du cours complémentaire d'économie politique à l'université de Poitiers, car, à en croire le rapport du professeur Lévêque, Albert Aftalion n'avait pas « la faveur du président du jury », que la loi du vote à la majorité fit seule plier.

Titularisé comme professeur à la faculté de droit de Lille dès la rentrée 1901, il y occupe d'abord la chaire d'économie politique ; en 1903-1904, il dispense le cours de doctorat de sciences politiques et économiques consacré à la législation et l'économie rurales, puis celui d'histoire des doctrines économiques ; entre 1903 et 1906, il assure aussi le cours de doctorat de sciences juridiques. Devenu titulaire de la chaire d'économie politique et histoire de la pensée économique en 1906, il enseigne la législation financière de 1919 à 1920 et les questions économiques intéressant le Nord de 1919 à 1922 (reprenant un cours public qui avait été inauguré en 1904 et soutenu financièrement à l'époque par la mairie socialiste de Lille). Par ailleurs, il est très actif au sein de l'université, comme membre de son conseil pendant plusieurs années, assesseur du doyen ou délégué aux examens à Paris, et membre du jury d'agrégation.

MobilisĂ© en novembre 1914, il est affectĂ© au 29^e rĂ©giment d'infanterie territoriale et versĂ© d'annĂ©e suivante (juillet 1915) dans les bureaux de l'intendance. Mais ses compĂ©tences organisationnelles, linguistiques (puisqu'il maitrise tout particuliĂ©rement l'anglais et l'allemand) et ses relations amĂ©nent rapidement Ă un poste de sous-directeur des programmes de transport au ministĂ©re de la Marine marchande, puis aux fonctions de chef du service des achats Ă l'Ă©tranger du ministĂ©re du Commerce ; responsabilitĂ©s qu'il assume jusqu'Ă la fin du conflit et qui lui valent d'Ăatre ĂlevĂ© au grade de chevalier de la LĂ©gion d'honneur le 2 dĂ©cembre 1919.

AprĂ©s avoir repris ses cours Ă Lille, Albert Aftalion ambitionne d'Ăormais une chaire Ă la facultĂ© de droit de Paris et y obtient, en 1923, une charge de cours (consacrĂ©e Ă la lĂ©gislation et Ă l'Ă©conomie coloniales), grĂ¢ce au soutien du sĂ©nateur LĂ©mery, ancien ministre du Commerce pour lequel il avait travaillĂ© pendant la guerre. NommĂ© professeur titulaire de la chaire de statistiques l'annĂ©e suivante (en remplacement de Fernand Faure, admis Ă faire valoir ses droits Ă la retraite), il occupe ce poste jusqu'en 1934, puis devient titulaire de la chaire d'Ă©conomie politique (en remplacement de Charles Rist), dont il avait ĂtĂ© autorisĂ© Ă faire le service d'enseignement en 1928-1929. Si l'essentiel de son activitĂ© se concentre sur ses enseignements et ses recherches, Albert Aftalion trouve nĂ©anmoins le temps d'occuper quelques fonctions extra-universitaires : expert pour la Dotation Carnegie pour la paix (dans l'Ă©valuation des dommages causĂ©s par la guerre) ; membre du comitĂ© de direction de l'Institut de statistique de l'universitĂ© de Paris ; membre du Conseil supĂ©rieur de la statistique de la France, de l'Institut scientifique de recherches Ăconomiques et sociales, ou de l'Institut international de statistique.

Il est l'un des Ăconomistes franĂ§ais les plus renommĂ©s de l'entre-deux-guerres (invitĂ© notamment pour des cours Ă Londres, GenĂ©ve ou Bruxelles, dont l'UniversitĂ© libre lui confĂ©re le titre de docteur *honoris causa* en 1930) ; tout entier absorbĂ© par ses enseignements, l'encadrement de ses Ătudiants et ses travaux de recherche, il fait partie de ceux que RenĂ© Courtin, professeur Ă l'universitĂ© de Montpellier qui sera, comme lui, rĂ©voquĂ© en 1940, appelle les « patriarches de l'Ă©conomie » en tant que discipline acadĂ©mique en France.

De fait, Albert Aftalion publie de trĂ©s nombreux articles dans des revues franĂ§aises (*Revue Ăconomique*, *Revue d'Ă©conomie politique*, *Revue Ăconomique internationale*, *Revue d'histoire des doctrines Ăconomiques et sociales*) et ĂtrangĂ©res (*Review of economic statistics* par exemple, mais aussi dans la collection des publications de la Fondation Carnegie). Parmi ses principaux ouvrages, qui tĂ©moignent tout Ă la fois de son Ărudition et de ses prĂ©occupations sociĂ©tales, on peut retenir *Les crises pĂ©riodiques de surproduction* (1914, 2 volumes), *Les fondements du socialisme. Ătudes critiques* (1923), *L'industrie textile en France pendant la guerre* (1924), *Monnaie, prix et changes. ExpĂ©riences rĂ©centes et thĂ©oriques* (1927), *Monnaie et industrie. Les grands problĂ©mes de l'heure prĂ©sente* (1929), *Les crises Ăconomiques et financiĂ©res. Recueil de cours* (1932), *L'or et sa distribution mondiale* (Dalloz, 1932), *L'Ă©quilibre dans les relations mondiales internationales* (1937), *L'or et la monnaie. Leur valeur. Les mouvements de l'or* (1938), *La valeur de la monnaie dans l'Ă©conomie contemporaine. Monnaie et Ă©conomie dirigĂ©e* (Librairie du Recueil Sirey, 1948), *La valeur de la monnaie dans l'Ă©conomie contemporaine. Monnaie, prix et change* (1950).

Le 20 dĂ©cembre 1940, il est Ă« mis Ă la retraite Ă» dĂ©?office, autrement dit rĂ©voquĂ©, du fait du premier statut des juifs ĂdictĂ© le 3 octobre prĂ©cĂ©dent. Ce texte nĂ©est certes publiĂ© au *Journal officiel* que le 18 octobre, mais lĂ©administration ne manque pas de cĂ©lĂ©brer ni dĂ©?Ă« efficacitĂ© Ă» pour le faire appliquer, puisque dĂ©s le 10 octobre Albert Aftalion et deux de ses collĂ©gues Ă? William Oualid et Henri LĂ©vy-Bruhl Ă? sont dĂ©jĂ fixĂ©s sur leur sort. En effet, lors de lĂ©assemblĂ©e de la facultĂ© tenue ce jour-lĂ©, le professeur Gidel (futur membre du Conseil national instituĂ© par le rĂ©gime de Vichy en janvier 1941, et futur recteur de Paris, nommĂ© en aoĂ»t 1941), qui assure la prĂ©sidence en lĂ©absence du doyen Georges Ripert (retenu par ses fonctions de secrĂ©taire dĂ©tat Ă lĂ©Instruction publique et Ă la Jeunesse dans le gouvernement de Pierre Laval), ne sĂ©indigne guĂ©re Ă? et sĂ©oppose encore moins Ă? aux rĂ©vocations dĂ©cidĂ©es dans le cadre des lois antijuives.

Ă« Un certain nombre de professeurs, dit-il, ne pourront cette annĂ©e assurer leur enseignement, [car ils] se trouvent malheureusement atteints par une rĂ©glementation nouvelle et ne pourront reprendre leur service Ă». Il formule le regret de voir ainsi la facultĂ© privĂ©e du concours de collĂ©gues Ă« trĂ©s apprĂ©ciĂ©s Ă» et exprime Ă lĂ©Ă©gard dĂ©Albert Aftalion Ă? prĂ©sent Ă la sĂ©ance Ă? lĂ©Ă« affectueuse estime Ă» de la facultĂ©. Mais il se montre inflexible par ailleurs, notamment lorsquĂ©il assure que cette derniĂ©re Ă« ne peut prendre part dĂ©?une faĂ§on publique Ă» Ă la manifestation de soutien que constitue lĂ©adresse que ses collĂ©gues dĂ©?Ă©conomie politique se proposent de former en sa faveur auprĂ©s du ministre ; adresse dont il feint, du reste, dĂ©?espĂ©rer quĂ©?Ă« elle pourra influencer la procĂ©dure en cours Ă».

Au sortir de la sĂ©ance, Albert Aftalion, trĂ©s Ă©mu, exprime avec quel dĂ©chirement il quitte la facultĂ© Ă laquelle il a consacrĂ© le meilleur de sa vie. Mais il ne dĂ©sarme pas et, quelques jours plus tard, demande Ă pouvoir poursuivre son activitĂ© en sollicitant lĂ©application de lĂ©article 8 dudit statut, selon lequel, Ă« pourront Ătre relevĂ©s de cette interdiction, les juifs qui, en particulier dans le domaine scientifique, ont rendu des services exceptionnels Ă la France Ă». Un vĂ©u est mĂ©me Ămis Ă lĂ©unanimitĂ© de ses collĂ©gues professeurs dĂ©?Ă©conomie politique de la facultĂ© le 14 octobre. SignĂ© par GaĂ©tan Pirou, Louis Baudin, Edouard DollĂ©ans, FranĂ§ois Perroux et Henri Noyelle, il demande quĂ©?Albert Aftalion soit autorisĂ© Ă continuer son enseignement jusquĂ©? lĂ©Ă©ge normal de la retraite, Ă« en raison de la valeur exceptionnelle de [son] Ăuvre scientifique, [qui le place] au premier rang de ceux qui, depuis un demi-siĂ©cle, ont contribuĂ© Ă accroitre le prestige international de la science Ă©conomique franĂ§aise Ă».

Peine perdue. Le 19 fĂ©vrier 1941, une nouvelle assemblĂ©e a lieu, sous la prĂ©sidence, cette fois, de Georges Ripert, qui a repris ses fonctions de doyen aprĂ©s son passage Ă la tĂ©te du secrĂ©tariat dĂ©tat Ă lĂ©Instruction publique et Ă la Jeunesse entre le 6 septembre et le 13 dĂ©cembre 1940. Le doyen reconnaît que les Ă« mesures gĂ©nĂ©rales Ă» ayant frappĂ© les professeurs Ă« ont des consĂ©quences parfois pĂ©nibles Ă» pour la facultĂ© qui se trouve privĂ©e de leur collaboration, mais il fait observer que cette derniĂ©re Ă« nĂ©a pas Ă juger les lois politiques prises par le gouvernement Ă». Et dĂ©?ajouter Ă? avec hypocrisie ? Ă? quĂ©?il a songĂ© Ă proposer de confĂ©rer lĂ©honorariat aux professeurs exclus, mais quĂ©?Ă« il est permis peut-Ă©tre de conserver lĂ©espoir de les voir reprendre leur place Ă la facultĂ© par lĂ©application de la mesure lĂ©gale sur le relĂ©vement de lĂ©incapacitĂ© Ă», et que, ce faisant, Ă« il convient dĂ©?attendre Ă»Ă?!

Le doyen veut laisser croire un relèvement possible de la décision prise à l'encontre d'Albert Aftalion, mais il ne semble avoir rien fait pour plaider en sa faveur et lui venir en aide quand il était encore secrétaire d'État. Le procès-verbal de l'assemblée qu'il préside ne formule aucune déclaration de principe au nom de la faculté et n'esquisse aucun geste de solidarité collective au profit de ceux qu'on vient d'éliminer. Et, sans surprise, le relèvement est refusé par Jérôme Carcopino, secrétaire d'État à l'Éducation nationale et à la Jeunesse dans le gouvernement de l'amiral Darlan, au motif qu'Albert Aftalion, juif et naturalisé (par un décret du 31 décembre 1897, donc depuis plus de 42 ans !) « cumulé les incapacités ».

Albert Aftalion, qui ne se fait toutefois guère illusion sur sa possibilité d'obtenir un maintien au sein de la faculté de droit de Paris, a, entre temps, demandé son transfert à l'université de Toulouse, ville de la « zone libre » où vit une importante communauté de juifs s'efforçant à laquelle il appartient et où il compte dorénavant résider. Mais, là encore, cela lui est refusé (cette fois sous le prétexte d'un afflux soudain et massif de professeurs au sein de l'université) et un arrêté du 16 juin 1941 officialise son exclusion définitive de la faculté de droit de Paris ; Albert Aftalion étant malgré tout « admis à faire valoir [ses] droits à une pension d'ancienneté avec jouissance immédiate à dater du 21 décembre 1940 ». Peu après, ses collègues économistes lui apportent un dernier geste de soutien : ils demandent et obtiennent du conseil de la faculté que sa chaire d'économie politique de doctorat ne soit pas déclarée vacante.

Échappé à Toulouse pendant toute la durée de la guerre, Aftalion est réintégré dans sa chaire d'économie politique à Paris par un arrêté du 4 octobre 1944, signé René Capitant, ministre de l'Éducation nationale du gouvernement provisoire de la République française. À cette date, Albert Aftalion a déjà atteint la limite d'âge, mais on l'autorise néanmoins à poursuivre son enseignement en raison des précédents qu'il a subis sous le régime de Vichy, comme victime des lois raciales ; ce dont se loue l'assemblée de la faculté réunie le 7 novembre 1944, qui vote à l'unanimité une adresse de félicitations au nouveau ministre, « ancien de l'université » (Capitant ayant fait ses études à la faculté de droit de Paris avant d'être nommé professeur agrégé à Strasbourg en 1930) et exprime sa « joie » de voir réintégrés Aftalion et plusieurs de ses collègues qui ont été les cibles « d'injustes lois d'exception et de mesures arbitraires ».

Admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 17 février 1946, Albert Aftalion est nommé professeur honoraire à la faculté de droit de Paris par un arrêté du 26 novembre suivant et meurt dix ans plus tard, le 6 décembre 1956, à Pregny-Chambésy, en Suisse.

Vincent Bernaudeau, docteur en histoire contemporaine

Indications bibliographiques

« Base de données Spirojuris », Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA), <http://siprojuris.symogih.org/>

Ă« AcadĂ©mie de Paris. Papiers de lâ??administration acadĂ©mique concernant les enseignements supĂ©rieur, secondaire et primaire, xix^e siĂ©cle Ă», Archives nationales, AJ/16/932/A.

Ă« DĂ©crets, ordonnances, dĂ©cisions et arrĂ©tĂ©s du sceau du ministĂ©re de la Justice (1822Ă©1930) Ă», Archives nationales, BB/34/413.

Ă« Dossiers des fonctionnaires de lâ??Instruction publique et des Beaux-Arts ayant cessĂ© leurs fonctions entre 1880 Ă 1968 Ă», Archives nationales, F/17/25195.

Ă« Dossiers de LĂ©gion dĂ©honneur Ă», Archives nationales, BB/33.

Ă« Ă©tat civil Ă» et Ă« Registre militaire Ă», Archives de Paris.

Delmas Bernard, Ă« Albert Aftalion (1874-1956). Jalons et enjeux dĂ©?une biographie Ă», dans *Cahiers Lillois dĂ©?Ă©conomie et de sociologie*, vol. 39, 2002, p. 15Ă©36.

Le Van-Lemesle Lucette, Ă« LĂ©conomie politique Ă la conquĂ©te dĂ©?une IĂ©gitimitĂ©, 1896-1937 Ă», dans *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 47, n^o 1, 1983, <https://doi.org/10.3406/arss.1983.2191>, p. 113Ă©117.

Lecaillon Jacques, Hosmalin Guy, Ă« Liste des travaux dĂ©?Albert Aftalion Ă», dans *Revue Ă©conomique*, vol. 8, n^o 3, 1957, <https://doi.org/10.2307/3498547>, p. 363Ă©366.

Lhomme Jean, Ă« LĂ©influence intellectuelle dĂ©?Albert Aftalion Ă», dans *Revue Ă©conomique*, vol. 8, n^o 3, 1957, <https://doi.org/10.2307/3498546>, p. 353Ă©362.

Pour citer cet article

Bernaudeau Vincent, Ă« Un Ă©conomiste Ă©minent : Albert Aftalion Ă», dans *Exclure, persĂ©cuter, rĂ©intĂ©grer. Des victimes de la IĂ©gislation antisĂ©mite Ă la facultĂ© de droit de Paris (1940Ă©1945)* [exposition en ligne]. BibliothĂ©que interuniversitaire Cujas, 2025, <https://expo-victimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/albert-aftalion/>.

Date

14/04/2026